ARRÊTÉ

**JEAN-BERTRAND ARISTIDE
PRÉSIDENT**

Vu le Code du Café du 20 septembre 1952;

Vu le Décret du 19 août 1968 portant création de l'Institut Haïtien de Promotion du Café et des Denrées d'Exportation (IHPCADE) en lieu et place de l'Office National du Café;

Vu le Décret du 2 avril 1981 portant création de l'Office de Promotion des Denrées d'Exportation (OPRODEX) en lieu et place de l'IHPCADE;

Vu les Lois du 6 septembre 1982 et du 19 septembre 1982 définissant l'Administration Publique Nationale et fixant le Statut Général de la Fonction Publique;

Vu le Décret du 30 septembre 1987 modifiant l'organisation et le fonctionnement du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural;

Considérant que le café a été déclaré produit stratégique pour l'avenir du pays à l'occasion de la journée nationale de relance de la culture du café le 17 octobre 2002;

Considérant les grandes orientations de politique nationale pour le développement du secteur café arrêtées par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural au terme d'une concertation élargie des producteurs de café, des torréfacteurs et des exportateurs;

Considérant que le reboisement est aussi une priorité de l'État;

Considérant l'importance de la culture du café contre l'érosion du sol par le maintien d'une couverture boisée dans les régions de montagne humide et sa contribution à la préservation des ressources en eau;

Considérant que dans leur très grande majorité, les producteurs et productrices de café ont des revenus situés en dessous des seuils habituellement retenus pour définir la pauvreté;

Considérant que ces petits producteurs et productrices tirent une part non négligeable de leur revenu annuel de la production de café;

Considérant à ce titre que le développement de cette denrée peut s'avérer être un levier efficace dans la lutte nationale contre la pauvreté;

Considérant que le café exporté constituera une source de devise pour la Nation;

Considérant que cette denrée traverse aujourd'hui, à l'échelle mondiale, une crise de surproduction majeure qui se traduit par des niveaux de prix très bas, mais que des opportunités sont à saisir par Haïti sur les marchés de café haut de gamme et le commerce solidaire équitable;

Considérant que, pour pouvoir exploiter ces opportunités, l'ensemble des acteurs, de la filière (producteurs, torréfacteurs, exportateurs) ont manifesté le besoin d'appuis de la part de l'Etat;

Considérant qu'il importe à ce dernier de se doter d'un instrument, lui permettant d'assurer la coordination et le suivi efficace de son appui pour mieux défendre les intérêts de la nation;

Considérant qu'il est essentiel d'instituer un organe chargé de mettre en œuvre cette politique et de le doter de moyens institutionnels, financiers, techniques et administratifs;

Sur le rapport des Ministres concernés et après délibération

ARRÊTÉ

Article 1.- Il est créé un Institut dénommé : Institut National du Café d'Haïti (INCAH). Un Fonds National de café lui est associé (FONACAFÉ) et est mis en place.

Article 2.- L'INCAH est un organisme public autonome ayant une personnalité juridique propre. Il est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR).

MISSION DE L'INSTITUT

Article 3.- L'INCAH a pour mission générale de contribuer au développement de la filière du café, depuis la production jusqu'à la vente finale du produit, en incluant l'amélioration des conditions de vie des personnes y intervenant. Conformément aux orientations stratégiques de la politique nationale de développement du secteur café, l'institut constituera une structure

interface centrale entre les différents acteurs et intervenants de la filière : l'État, les producteurs, les spéculateurs, les torréfacteurs, les exportateurs et les ONG d'appui.

ATTRIBUTIONS DE L'INSTITUT

Article 4.- Les attributions de l'INCAH sont les suivantes:

a) la formulation détaillée de la politique nationale pour le secteur du café, l'élaboration fine des stratégies correspondantes et des programmes et plans d'action requis sur 3 ou 5 ans, avec les indicateurs de suivi pertinents pour que le pilotage du secteur et l'adaptation de la politique de développement aux évolutions constatées soient facilités;

b) le remaniement de la législation en vigueur aujourd'hui dans le secteur café (notamment le Code du café) et son actualisation, chaque fois que cela s'avérera nécessaire;

c) la promotion du secteur en général, la régulation et la coordination des interventions sur la filière, la mise en œuvre de certains des programmes d'action définis qui relèvent de sa compétence et sont compatibles avec les moyens mis à sa disposition (relance de la production, amélioration de la qualité, promotion commerciale, ...), et l'exécution directe, après décision du Conseil d'Administration, de programmes jugés d'intérêt stratégique (recherche-développement, promotion à l'étranger...);

d) la gestion du Fonds National de Café;

e) la tenue d'un registre des différents acteurs de la filière café (exportateurs, torréfacteurs, spéculateurs, producteurs,...);

f) la mise sur pied d'un système de contrôle de qualité des produits à tous les niveaux de la filière et d'un système de contrôle des poids et mesures utilisés dans la filière café;

g) la définition d'un zonage de la production, de profils de qualité par zone de production et de standards pour la production organique;

h) l'appui à la mobilisation de ressources économiques pour le financement du secteur et des investissements requis dans le cadre de la politique de développement du café;

i) l'appui à la structuration et à la consolidation institutionnelle des organisations du secteur, en particulier les organisations paysannes;

j) le suivi statistique du secteur (aux niveaux régional, national et international) ainsi que son suivi économique (au niveau des exploitations: coûts de production et marges; macroéconomique au niveau de la filière : valeur ajoutée et génération de devises);

k) l'information et la formation des acteurs de la filière, en particulier les producteurs, notamment à travers la diffusion des données issues du suivi technique, statistique et économique du secteur;

l) le suivi-évaluation des actions mises en œuvre et la systématisation régulière des informations sur le secteur.

NATURE ET OBJET DU FONDS NATIONAL DE CAFÉ

Article 5.- En fonction du mandat qui lui est confié, l'Institut National du café d'Haïti est investi de toute l'autorité nécessaire pour assurer sa bonne réalisation.

Article 6.- Le FONACAFÉ est l'un des outils financiers de l'INCAH. Il s'agit d'un compte bancaire ouvert dans une banque publique de la place et administré par l'Institut. Son objet est de subventionner des investissements sociaux, particulièrement dans le domaine de l'éducation des enfants et des producteurs dans les zones caféières, ainsi que dans le domaine d'acquisition d'équipements d'infrastructures destinés à améliorer la qualité du café (investissements productifs). L'Institut pourra se doter par ailleurs d'autres instruments pour le refinancement ou les garanties.

STRUCTURE ADMINISTRATIVE

Article 7.- La Structure Administrative de l'Institut est composée du Conseil d'Administration. Ses activités sont mises en œuvre par une structure exécutive, pilotée par un coordonnateur exécutif.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 8.- Le Conseil d'Administration de l'Institut est mandaté pour trois (3) ans excluant les représentants de l'Etat. Il fixe les orientations de l'Institut, approuve son organigramme ainsi que ses programmes de travail et ses budgets préparés par la structure exécutive, et vérifie leur exécution. Il est également responsable du recrutement des cadres de l'Institut.

Article 9.- Le Conseil d'Administration de l'Institut est composé de 21 membres issus de quatre secteurs composant la Nation haïtienne : l'Etat, le Secteur Agro-Industriel, les Organisations paysannes et les autres Organisations de la société, avec:

pour l'Etat: quatre (4) représentants:

- le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural ou son représentant dûment mandaté
- le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe ou son représentant dûment mandaté
- le Ministre de l'Environnement ou son représentant dûment mandaté
- le Directeur de la Banque Nationale de Crédit (BNC)

pour le Secteur Agro-Industriel: deux (2) représentants:

- un (1) représentant des torréfacteurs
- un (1) représentant des exportateurs privés

pour les Organisations paysannes : onze (11) représentants des organisations de producteurs de café (groupements, associations, coopératives, réseaux, ...).

pour les autres Organisations de la Société: quatre (4) représentants

- un (1) représentant de l'Université d'Etat d'Haïti
- deux (2) représentants des Organisations Non Gouvernementales (ONG) apportant un appui à la filière café en Haïti
- un (1) représentant des Associations d'agro-professionnels

Article 10.- Chaque secteur choisit son ou ses représentants au Conseil d'Administration de l'Institut; ceux-ci seront en place pour une durée de 3 ans. Les représentants élus devront être de nationalité haïtienne.

Article 11.- Les représentants des organisations de producteurs seront choisis par les producteurs de telle sorte que soient représentées les principales régions caféières du pays, tout en assurant une bonne représentativité des principaux réseaux d'organisations de producteurs œuvrant au développement de la caféiculture nationale.

Article 12.- La Présidence du Conseil d'Administration est assurée par le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural ; la Vice-Présidence est assurée par le Ministre de la Planification et de la Coopération Externe. En cas d'absence des deux Ministres, les décisions prises par le Conseil devront, pour pouvoir entrer en application, être postérieurement validées par le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, agissant en tant que Président du Conseil d'Administration.

Article 13.- Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par trimestre sur invitation écrite de son Président. Il peut être convoqué à l'extraordinaire sur demande motivée du Coordonnateur Exécutif de l'Institut et dix (10) Administrateurs. L'ordre du jour, l'heure, le lieu et la date de la réunion sont fixés dans l'avis de convocation qui doit parvenir aux membres du Conseil d'Administration au moins deux semaines avant la réunion. Le Coordonnateur Exécutif assiste aux réunions du Conseil d'Administration avec voix consultative.

Article 14.- Les frais de déplacement engagés par les membres du Conseil d'Administration pour leur participation aux réunions de celui-ci, ainsi que les frais de séjours à la Capitale des membres du Conseil d'Administration venant de la Province, seront remboursés par l'Institut; une enveloppe est prévue à cet effet dans le budget de l'Institut.

Article 15.- Le quorum pour la tenue des réunions du Conseil est de onze (11) membres, incluant le Président et le Vice-Président ou leurs représentants dûment mandatés. Les décisions découlant des délibérations du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple et, en cas d'égalité de voix, celle du Président compte pour deux. Les procès-verbaux de ces délibérations doivent être signés par les membres présents et gardés en minute par la structure administrative.

STRUCTURE EXECUTIVE

Article 16.- La structure exécutive de l'Institut est composée d'une Coordination Exécutive, de quatre services techniques et de deux services administratifs.

COORDONNATEUR EXECUTIF

Article 17.- La structure exécutive de l'Institut est dirigée par un Coordonnateur Exécutif de haut niveau, nommé par le Président de la République sur recommandation du Conseil d'Administration. Il est nommé pour une durée de quatre (4) ans renouvelable.

Article 18.- Le Coordonnateur Exécutif est responsable de la préparation et de l'exécution des plans d'opération et des budgets annuels de l'Institut une fois ceux-ci approuvés par le Conseil d'Administration.

Article 19.- Le Coordonnateur Exécutif assure la représentation légale de l'Institut.

SERVICES ADMINISTRATIFS

Article 20.- Les services administratifs de l'Institut sont au nombre de deux:

- le service de comptabilité
- le service de gestion du Fonds National de Café

Article 21.- Les services administratifs sont dirigés par des responsables de service, cadres contractuels de haut niveau, recrutés par le Conseil d'Administration de l'Institut sur proposition du Coordonnateur Exécutif pour trois (3) ans renouvelables; ils sont placés sous l'autorité du Coordonnateur Exécutif.

SERVICES TECHNIQUES

Article 22.- Les Services Techniques de l'Institut sont au nombre de quatre (4):

- le service du contrôle de qualité
- le service de marketing, de promotion et d'information
- le service d'appui à la production et à la préparation du café
- le service de Recherche-Développement et suivi-évaluation.

Article 23.- Les Services Techniques sont dirigés par des responsables de service, cadres contractuels de haut niveau, recruté par le Conseil d'Administration de l'Institut sur proposition du Coordonnateur Exécutif pour trois (3) ans renouvelables ; ils sont placés sous l'autorité du Coordonnateur Exécutif.

UNITÉ DE CONTRÔLE FINANCIER INTERNE

Article 24.- L'unité de contrôle financier est placée directement sous l'autorité du Conseil d'Administration de l'Institut. Son responsable est un cadre contractuel de haut niveau recruté par voie d'appel d'offres par le Conseil d'Administration de l'Institut pour trois ans renouvelables.

Article 25.- L'unité d'audit et de contrôle financier a pour mission de vérifier la conformité aux règles et normes en vigueur dans l'administration publique en général et dans l'Institut National du Café d'Haïti, en particulier des opérations financières réalisées par l'Institut, ainsi que la conformité de la gestion financière des contrats entre opérateurs (secteur privé, société civile, organisations paysannes) signés sous les auspices de ou avec l'Institut.

STRUCTURES DÉCONCENTRÉES DE L'INSTITUT

Article 26.- L'Institut pourra créer un bureau technique dans chacun des principaux centres de production caféière du pays. Ces structures déconcentrées seront chargées de l'exécution des programmes d'action de l'Institut sur le terrain. Leur installation se fera selon les ressources disponibles et suivant un calendrier à établir par la Coordination Exécutive de l'Institut et à inclure dans les plans d'opération annuels de la structure.

Article 27.- Les bureaux techniques déconcentrés seront dirigés par des Coordonnateurs Régionaux ; ils comprendront des représentants des services suivants:

- le service du contrôle de qualité
- le service d'appui à la production et à la préparation du café
- le service de comptabilité
- le service de gestion du fonds national de café.

FONCTIONNEMENT DU FONDS NATIONAL DE CAFÉ

Article 28.- Le Fonds National de Café constitue les ressources disponibles de l'Institut pour des investissements sociaux (écoles) ou productifs (subventions à des équipements et à des infrastructures). Les critères d'octroi des subventions sont décidés par le Conseil d'Administration et appliqués par la Coordination Exécutive de l'Institut.

Article 29.- En attendant que les structures déconcentrées de l'Institut soient opérationnelles, les dossiers de demande de financement seront traités par le siège central de l'Institut. Ils seront analysés par la Coordination Exécutive de l'Institut, qui recommandera au Conseil d'Administration les dossiers acceptables. Les dossiers finalement approuvés par le Conseil d'Administration feront l'objet de l'émission d'un chèque au nom de la structure bénéficiaire de la subvention, chèque payable dans les agences départementales de la Banque Nationale de Crédit, qui jouera le rôle de guichet. Les services centraux concernés de l'Institut feront le suivi technique et financier de l'utilisation de la subvention et la Coordination Exécutive rapportera au Conseil d'Administration de l'Institut sur une base trimestrielle l'évolution de l'utilisation des ressources du Fonds.

Article 30.- Lorsque les structures déconcentrées de l'Institut seront pleinement opérationnelles, elles seront directement impliquées dans les procédures de gestion du Fonds (compilation des demandes de financement, analyse technique des dossiers, suivi technique et financier des réalisations).

Article 31.- Les procédures détaillées de gestion du Fonds National de Café seront préparées par les services de l'Institut et présentées sous la forme d'un manuel de procédures écrit en créole et en français; ce manuel fera l'objet d'une large diffusion préalablement au démarrage de l'utilisation du fonds.

RESSOURCES DE L'INSTITUT

Article 32.- La dotation initiale en biens et matériels ainsi que le budget de fonctionnement de l'Institut sont assurés par le Trésor Public et les apports de la Coopération Externe. Le budget de l'Institut est inscrit au budget de l'État et fait donc à ce titre l'objet d'une approbation annuelle par le Parlement.

Article 33.- Le Fonds National de Café est le budget d'investissement de l'Institut dans le secteur. Ce fonds est alimenté par des allocations annuelles inscrites au budget de l'État (Trésor Public), par des contributions volontaires (personnes privées, institutions, ...) sollicitées lors d'opérations spéciales de fund raising, et par d'autres dons éventuels, y compris ceux de la coopération internationale.

Article 34.- L'Institut est exempté de toutes sortes de taxes et d'impôts généralement quelconques.

Article 35.- Le contrôle fiscal des comptes et opérations de l'Institut s'effectuera conformément à la loi sur le budget et la comptabilité publique et à la loi sur l'administration publique en vigueur. Des audits annuels externes réalisés par des cabinets recrutés par appel d'offres permettront de certifier en toute transparence la bonne gestion de l'Institut.

DISPOSITIONS FINALES

Article 36.- Les dispositions relatives à la discipline du travail, à l'organisation et aux attributions détaillées des différents services et directions de l'Institut, aux droits et obligations des membres du personnel seront déterminées par des règlements intérieurs qui devront être avalisés par le Conseil d'Administration de l'Institut et feront l'objet d'une large diffusion. Les membres du Personnel sont recrutés sur une base contractuelle. La Loi établissant le statut général des Agents de la Fonction Publique ne leur est pas applicable. Les Fonctionnaires pourront toutefois être mis à la disposition ou placés en détachement auprès de l'Institut.

Article 37.- La Coordination Exécutive de l'Institut pourra, si le cas y échet, et après approbation du Conseil d'Administration, modifier la structure des services existants ou créer tout nouveau service, en déterminant leurs attributions et leur mode de fonctionnement.

Article 38.- Le présent Arrêté sera publié et exécuté à la diligence des Ministres concernés, chacun en ce qui le concerne.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 7 Février 2003 An 200ème de l'Indépendance.

Par le Président	:	Jean-Bertrand ARISTIDE
Le Premier Ministre	:	Yvon NEPTUNE
Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural	:	Sébastien HILAIRE
Le Ministre de l'Environnement	:	Webster PIERRE